

Les Editions de L'Avenir doubleront leurs pertes en 2017

Entre soupçons – et démentis – de pression sur la rédaction, le journal régional va devoir redresser la barre après être tombé pour la première fois dans le rouge l'an passé.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Les Editions de l'Avenir (EDA), éditeur du quotidien régional L'Avenir, sont au centre de l'attention médiatique ces derniers jours. Tout est parti d'un article du Vif/L'Express faisant état de tentatives de pression de son actionnaire, l'intercommunale liégeoise Nethys, sur la rédaction. En cause: le traitement sans concession de l'affaire Publifin, holding de tête de Nethys, par la rédaction. Au point, selon la rumeur, qu'une «liste noire» de ces journalistes peu dociles aurait été dressée. *«Des tentatives de pression, il y en a sans doute eu, mais parler de liste noire cela relève du fantasme»*, témoigne toutefois un journaliste maison.

La semaine dernière, la Société des rédacteurs de l'Avenir (SDR) et l'AJP (Association des journalistes professionnels) ont réaffirmé l'indépendance du journal, saluant au passage le travail du rédacteur en chef Thierry Dupièrux à ce sujet.

L'affaire a pris une tournure politique ce week-end. Quatre députés wallons – Dimitri Fourny (cdH), Stéphane Hazée (Ecolo), Olivier Maroy (MR) et Patrick Prévot (PS) –, membres de la commission d'enquête Publifin, se sont publiquement inquiétés des informations relayées par

Le Vif/L'Express, rappelant l'importance de la liberté de la presse.

Le président du conseil d'administration des EDA, Pol Heyse, a aussitôt démenti toute censure à l'égard des journalistes ou pression exercée sur eux. Dans les JT de dimanche, le président de la SDR Emmanuel Wilputte confirmait de son côté qu'il n'y avait pas eu de pression sur la rédaction mais que le rédacteur en chef avait servi de «tampon» entre l'actionnaire et la rédaction. *«Il faut lire le communiqué de la direction entre les lignes, complète le journaliste sollicité par L'Echo. Il n'y a pas eu de tentative de pression directement sur les journalistes, mais plutôt sur le rédacteur en chef (que nous n'avons pu joindre, NDLR).»*

Pol Heyse a également déclaré à Belga être *«surpris par cette ingérence de partis politiques»* sur une rédaction: *«Sur quoi se fondent ces députés pour lancer de telles affirmations?»* Ce à quoi, le député MR Olivier Maroy, a répondu: *«Nous nous mêlons de ce qui nous regarde, à savoir la liberté de la presse, qui est une liberté fondamentale»*, nous a-t-il indiqué.

Cette impression de mainmise de Nethys sur L'Avenir est accentuée, selon certains, par le fait que quatre membres de son comité de direction, Stéphane Moreau, Jos Donvil, Daniel Weekers et Frédéric Vandeschoor, sont récemment entrés au conseil d'administration des EDA. *«L'arrivée de Jos Donvil est assez logique, c'est le patron du pôle médias de Nethys, mais les autres...»*, susurre un de nos interlocuteurs.

À moins que cette opération ne signifie une reprise en main économique d'un titre qui n'affiche plus la bonne santé de naguère. Notamment en l'intégrant davantage dans le pôle audiovisuel, Voo, comme annoncé lors du rachat du titre en 2013.

Economies

Or, ce conseil nouvelle mouture tarde à se réunir. Plusieurs CA ont été annulés. *«Des décisions stratégiques importantes sont pourtant à prendre»*, indique l'administrateur délégué Eric Schonbrodt. L'Avenir va ainsi devoir se choisir un nouvel imprimeur. Deux candidats sont en lice: Europrinter, à Charleroi, et Rosset, à Nivelles. En vertu des récentes alliances annoncées entre ce dernier et les EDA, c'est lui qui serait favori.

Et puis surtout, le journal creuse ses pertes. Après huit années dans le vert, il est tombé dans le rouge en 2016 avec une perte nette de 514.000 euros pour un chiffre d'affaires de 54 millions. Selon Eric Schonbrodt, celle-ci doublera cette année en raison, entre autres, de la mauvaise santé du marché publicitaire. *«Nous devons diminuer nos coûts qui ne sont pas adaptés à nos recettes et prendre des mesures structurelles, prévient-il. Je défends bien sûr l'outil rédactionnel, mais 70% de nos coûts viennent de la rédaction, c'est un paramètre dont on doit tenir compte dans nos réflexions.»*

Va-t-on dès lors vers des mesures douloureuses? *«Nous ne savons pas grand-chose, dit un représentant du personnel, si ce n'est qu'à L'Avenir, il n'y a jamais eu de licenciement sec.»*